

Solidarité ouvrière

N° 33
Janvier 1974

Face à la crise

Solution parlementaire ou syndicalisme révolutionnaire ?

PUTSCH et révolution manquée au Chili, crise du pétrole, menaces graves de chômage, danger de récession économique, grèves remettant en question l'arbitraire patronal en matière de licenciements, attaquant ainsi directement le droit de propriété ;

Inquiétude pour l'avenir dans les couches sociales menacées par l'évolution économique, radicalisation lente mais profonde d'un nombre toujours plus grand de travailleurs, hommes d'Etat qui parlent d'unité nationale, de discipline – économique cette fois ;

La mise en place du capitalisme transnational ne se fait pas sans douleur, et son organisation au plan international s'accompagne de la destruction sans retour du capitalisme concurrentiel et de l'amorce de la liquidation de la petite bourgeoisie, faisant plus lourdes l'exploitation et l'oppression des travailleurs.

On peut affirmer que nous sommes entrés depuis une dizaine d'années dans une crise générale de la société. Ce mouvement est formidable et commence même à s'étendre à l'U.R.S.S. : ne pouvait-on pas lire récemment dans *Politique-Hebdo* une interview d'ouvriers soviétiques exprimant clairement des positions de classe proches des nôtres – brisant le mythe de l'Etat ouvrier et de l'inexistence de la lutte de classes dans les pays de l'Est.

Face à ce bouleversement dont les premiers craquements se font entendre, sommes-nous prêts ?

Sommes-nous prêts comme courant de la classe ouvrière, parmi les travailleurs, dans les organisations syndicales avec nos camarades de classe, à impulser l'organisation et les luttes du prolétariat ?

D'autres se préparent à proposer leurs solutions, mais ces solutions sont-

elles fondées sur les intérêts des travailleurs ?

Changement de stratégie des partis de la gauche parlementaire

On peut aujourd'hui affirmer que la révolte de mai-juin 1968 a surtout servi les social-démocrates et les communistes orthodoxes. La renaissance sur la scène sociale et politique de courants «révolutionnaires» leur a fait sans doute grand-peur : maoïstes et trotskistes gênaient leur développement dans l'intelligentsia et les nouvelles couches prolétarisées, ils pouvaient représenter un pôle d'attraction ; moins spectaculaire mais plus dangereux à terme, le repliement des travailleurs vers les organisations syndicales – rien n'est étranger au syndicat – menaçait leur recrutement et leur influence dans la classe ouvrière. Les directions des partis de gauche comprirent vite qu'en politique qui n'avance pas recule. Il leur fallait réagir et « oublier » leurs divergences. D'où l'Union populaire et son programme commun.

Cet accord électoral, qui les place comme alliés concurrentiels, est un grand succès de propagande. L'influence des révolutionnaires tend actuellement à se réduire et l'illusion parlementaire joue à plein. Outre cela, parce que les travailleurs sont exploités et luttent tous les jours, un certain nombre de mouvements revendicatifs sont encouragés, jusqu'à une certaine limite, car il faut faire la démonstration devant les travailleurs que la seule solution à leurs problèmes réside dans un changement de majorité au Parlement. Ainsi, si des mouvements sont lancés ou soutenus, ils aboutissent rarement à autre chose qu'à des avantages minimes. Le langage tenu se résume à : « Agissons par l'action syndicale contre les effets du régime capitaliste et n'oublions pas que le programme commun, lui, s'attaque à ses racines ! » Il s'ensuit entre les deux formations de l'union de la gauche une effrénée course de vitesse :

Pour le P.S., représenter une force suffisante est d'une absolue nécessité. Pour aboutir à ce résultat le parti recrute tous azimuts, n'importe qui sur n'importe quelle base, notamment en jouant parmi la «gauche» sur la crainte qu'inspire le P.C. : «La seule façon d'empêcher la dictature communiste en cas de changement politique est d'entrer au P.S.»

Pour le P.C., il est indispensable de devenir un parti de gouvernement :

a) Dans la perspective de l'organisation de l'Europe politique, les P.C., seulement implantés solidement en France et en Italie, sont très minoritaires en regard des social-démocrates ;

b) Le P.C.F. subit depuis 1945 un affaiblissement organisationnel et d'influence lent mais constant, qui peut se constater par exemple par le recul régulier de sa presse.

Pour le P.C.F., c'est le moment ou jamais ; dans dix ans les députés communistes au Parlement européen pourraient n'être qu'une minorité impuissante.

P.C. et P.S., quels intérêts ?

Outre les intérêts électoraux directs de leurs dirigeants – devenir députés, sénateurs, conseillers généraux, etc. est une promotion sociale – les deux partis représentent des intérêts objectifs de couches ou de classes sociales.

Personne ne se fait trop d'illusions sur l'intelligentsia libérale qui dirige le P.S. ; depuis Millerand et sa tentative de capter la C.G.T., l'Union sacrée en 1914 avec Jules Guesde, l'humaniste Blum qui abandonna les travailleurs espagnols au fascisme et ne sut pas résister à la réaction capitaliste qui suivit le Front populaire, jusqu'à Guy Mollet allant chercher de Gaulle à Colombey, en passant par Jules Moch et ses C.R.S., la guerre d'Indochine et l'envoi du contingent en Algérie pour en arriver à Mitterrand (« L'Algérie, c'est la France ; la seule négociation, c'est la guerre. »), l'industriel Defferre partisan de l'autogestion, de ses entreprises de presse sans doute, et l'énarque Chevènement, le passé est lourd, très lourd.

Ce passé, leur recrutement parmi la petite bourgeoisie et les « notables » et l'origine sociale des partis issus de la Deuxième Internationale démontrent que les partis social-démocrates ne s'attaquent pas au capitalisme, ils l'aménagent.

Le caractère plus largement ouvrier du P.C. peut tromper. Il est indispensable de ne jamais oublier que les P.C. représentent les intérêts de la nouvelle classe bureaucratique de l'U.R.S.S. Ainsi, des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (Komintern), une seule demeure dans les faits : la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. et de son « modèle » socialiste, c'est-à-dire la défense inconditionnelle de sa classe bureaucratique. Aussitôt qu'un P.C. remet en cause cette condition, on l'excommunie (exemple : le P.C. australien) ou on déclenche une scission (le P.C. grec). Ce qui trompe beaucoup de travailleurs, c'est la propagande anticapitaliste des P.C. occidentaux.

La stratégie du P.C.F. s'inscrit dans cette perspective :

a) Par le maintien dans la classe ouvrière des illusions sur le caractère socialiste de l'U.R.S.S. – où une oligarchie de bureaucrates a remplacé une oligarchie de capitalistes et d'aristocrates¹ – et la tentative d'empêcher toute réflexion autonome sur le socialisme et les moyens d'y accéder ;

b) Par l'affaiblissement des forces capitalistes : entraver l'organisation politique de l'Europe des trusts et si possible « neutraliser » la France par la dénonciation des traités de l'Atlantique Nord.

En conclusion, P.S. et P.C. ne représentent pas plus l'un que l'autre les intérêts objectifs des travailleurs. L'un n'est que l'aile démocratique du capitalisme et l'autre le représentant et l'embryon de la nouvelle classe

¹ « L'Etat despotique ne saurait exister un seul jour sans avoir au moins une classe exploitante et privilégiée la bureaucratie. » (M. Bakounine, Lettre au journal « la Démocratie ».)

d'exploiteurs du travail, la bureaucratie d'Etat.

Et la direction de la C.F.D.T. ?

Lorsque Eugène Descamps abandonna ses responsabilités de secrétaire général, il exposa les motifs de sa décision, en substance : « Le socialisme démocratique possède aujourd'hui une organisation syndicale dans laquelle se retrouvent beaucoup de travailleurs ; il lui manque un parti politique qui puisse sur ce plan le représenter hors des entreprises et au Parlement. Il faut entrer au P.S. et le rénover de l'intérieur, surtout par une action militante conséquente et de masse. Ce qui manque au P.S. ce ne sont pas les penseurs mais les militants. »

Reconnaissons que cette analyse a été suivie par un certain nombre d'adhérents de la C.F.D.T. : le résultat ne s'est pas fait attendre, le P.S. a amélioré son image de marque ; c'est un rassemblement hétéroclite sans doute mais il peut paraître crédible, notamment parmi les électeurs.

Les rapports préparatoires du Conseil national de la C.F.D.T. de janvier 1974 laissent à penser que les dirigeants actuels de la C.F.D.T. ne sont pas loin de cette orientation. La direction s'est donc ralliée à une version « souple » du modèle social-démocrate du syndicalisme, c'est-à-dire la séparation des tâches entre parti et syndicat et la qualité « supérieure » du travail du parti. Sans doute elle va tenter d'impulser cette position de plus en plus clairement à mesure qu'avance l'échéance électorale de 1976.

Nous nous trouvons donc en présence de la reconduction, à quarante ans de distance, d'un phénomène analogue au Front populaire de 1936. Dans cette union, la C.F.D.T. représenterait l'aile gauche, l'aile critique ; on sait que c'est là une position d'impuissance.

Front populaire ?

Les deux grands partis de la gauche ont réussi de nouveau – malgré le stalinisme, malgré ce qu'on sait peu à peu sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, malgré l'opportunisme du parti socialiste – à devenir crédibles aux yeux de nombreux travailleurs ; une dynamique a été créée. Où va-t-elle ? On peut craindre qu'une telle action politique amène le mouvement ouvrier dans une impasse. La position fondamentale des marxistes et des social-démocrates est connue : modifier le contenu de classe de l'Etat par un changement de majorité électorale puis remplacer le gouvernement à la solde du capitalisme par des ministres socialistes et, s'appuyant à la fois sur le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, promouvoir des lois qui feront évoluer les rapports de production dans un sens socialiste. Si la réaction se faisait tirer l'oreille, une mobilisation des travailleurs serait organisée, mais sans jamais sortir de la légalité bourgeoise ; c'est une tactique réformiste de gauche qui se dessine. On oublie le sabotage économique, les tentatives de coup d'Etat, les interventions étrangères de pays capitalistes. Penser que le

capitalisme pourra abandonner son pouvoir et sa propriété sans réagir brutalement est une utopie ! Le combat entre travail et capital ne sera pas résolu par des lois votées démocratiquement mais par des rapports de force.

Une erreur

Un certain nombre de révolutionnaires espèrent que, poussés par les événements, les directions des partis de gauche seront forcées à la fois par les actions ouvrières et les réactions de la droite à mettre en œuvre, malgré elles, des mesures socialistes, réellement socialistes, expropriations et tentatives de gestion ouvrière d'un certain nombre d'entreprises. C'est l'orientation constante des trotskistes qui exigent que les « partis ouvriers » pratiquent une véritable politique ouvrière.

Leur principale erreur réside en ce point précis : **directions du P.S. et du P.C. ne représentent pas des intérêts ouvriers, mais d'autres intérêts.** Leur politique suivra ces intérêts, et ceux-là uniquement. Sans doute à l'intérieur de ces partis se créeront des tensions – des socialistes de bonne volonté essayant d'y défendre une politique ouvrière.

Rappelons que le P.C. a liquidé sans problème ses cadres issus de la Résistance à qui la politique de collaboration de classes d'après 1945 ne convenait pas. Quant au P.S., il a l'habitude d'exclure sa gauche quand il est au gouvernement – Marceau Pivert et la Gauche révolutionnaire pendant le Front populaire et ceux qui formèrent le P.S.A. pendant la guerre d'Algérie.

Une seule garantie, les syndicats

Une seule garantie reste aux travailleurs : leur organisation, c'est-à-dire aujourd'hui leurs syndicats. Non pas les appareils syndicaux, mais les nombreux syndicats de base construits dans les usines, les chantiers, les bureaux,

En prévision d'un gouvernement d'Union populaire, notre politique se définit clairement :

◆ Développer un fédéralisme réel dans les organisations syndicales : il faut que **les syndicats de base** aient des habitudes de discussion et de décision réellement fédéralistes, à savoir que l'action et l'orientation soient élaborées de manière autonome des partis politiques et des appareils confédéraux ; il est nécessaire de lancer des débats sur tous les problèmes ouvriers et que les décisions qui en résultent soient le reflet des positions des adhérents. Les positions des confédérations doivent être le reflet de celles des organisations syndicales de base et en tout état de cause un syndicat peut ne pas appliquer une orientation confédérale si celle-ci n'est pas conforme à la position élaborée démocratiquement par ses adhérents. A l'inverse du centralisme démocratique, le fédéralisme syndical impose un

processus de décision de bas en haut et reconnaît l'autonomie d'orientation des organismes de base, à l'intérieur du contrat d'organisation.

◆ Développer en deuxième lieu une grande bataille des idées sur la voie parlementaire, les rapports parti-syndicat, la possibilité d'un passage pacifique au socialisme, les réactions économiques, politiques et militaires de la bourgeoisie ; le contenu du socialisme : autogestion et Etat, etc.

Et enfin proposer – quel que soit le résultat des élections – un grand mouvement revendicatif, une véritable grève générale au lendemain du scrutin.

C'est par une action directe des travailleurs que le mouvement ouvrier organisé pourra reprendre l'initiative, un instant dévoyée par le parlementarisme, dans la lutte vers son émancipation.

(1)

;~)